

CAPL B Affectations locales du 28 juin 2019

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Les Finances publiques brûlent-elles ?

Qui a intérêt à liquider nos services, nos missions, nos savoir-faire, nos droits et garanties ?

Les cartes départementales des projets du « nouveau réseau » viennent d'être validées et présentées par les directeurs locaux.

La feuille de route du nouveau Directeur général est claire. Jérôme Fournel, fossoyeur professionnel après s'être fait les dents sur nos collègues douaniers a une nouvelle mission : enterrer la DGFIP et liquider un maximum d'agents.

Le but recherché, tout le monde l'aura compris, c'est d'être à la DGFIP le principal pourvoyeur des suppressions d'emplois dans la fonction publique. Il faut en trouver 50 000 à supprimer pour l'Etat. C'est la promesse du président des riches faite aux riches.

Le timing et la méthode ne doivent rien au hasard.

Cela se veut cinglant, cela se veut définitif, cela se veut sans retour.

Il y a des bâtisseurs, il y a aussi forcément des liquidateurs, des casseurs au service d'une politique générale de remise en cause de l'Etat social au profit des puissants, des nantis, des amis du pouvoir.

C'est le coeur de la politique fiscale menée depuis des années par les pouvoirs successifs et c'est aussi la raison du projet de démantèlement de la DGFIP.

Dans une concurrence libre et non faussée, il faut en finir avec une administration redistributrice pour faire jouer à plein la concurrence entre territoires, entre gestionnaires « à venir » de l'argent public.

Derrière la géographie revisitée, l'objectif final est d'en finir avec le contrôle public de l'argent public, et la refonte de la fiscalité permettra au fameux ruissellement de devenir une cataracte de profit pour les privilégiés.

Nous avons bien compris qu'ils ne nous aiment pas.

Songeons que vingt-et-un membres du gouvernement sur 35 ont eu droit à un redressement fiscal en 2018.

C'est ce qu'indique le rapport de la Haute autorité pour la transparence de la vie politique (HATVP). Et pas des petits redressements : 10.788 euros de moyenne pour les rappels, presque 12.000 euros pour les pénalités, de retard ou autre.

Quand les directeurs seront des contractuels, classe affaire en aller/retour avec des banques d'affaires ou des sociétés de conseil, quand le statut sera à ce point fragilisé, c'est certain qu'il sera plus confortable d'être l'agent du gouvernement pour quelques-uns au détriment des fonctionnaires régis sous statut que nous sommes. Des Benalla aux manettes vous feront de l'ombre, mais vous c'est vrai, vous ne serez plus là.

La CGT vous le redit : il y a des bâtisseurs, il y a des casseurs et ceux qui cassent avec eux. Darmanin, Fournel n'ont peut-être pas peur des ruines : nous non plus.

Darmanin veut liquider les infrastructures pour effacer du paysage l'idée même qu'il est possible qu'une administration d'Etat soit au service des citoyens, dans la proximité et la pleine compétence.

Les éléments de langage qui vous sont donnés ont fait long feu : numérisation, dématérialisation, accessibilité, points de contact, géographie revisitée, bâtir un nouveau réseau...

A propos, le point de contact, pour la CGT ce sera la lutte.

Il y a désormais, pour tous les agents des Finances publiques, un avant et un après la « géographie revisitée ».

La Direction Générale a décidé de publier en même temps les cartes de la liquidation de tous les départements, à grand renfort de communication en fin de campagne IR et après la clôture des demandes de mutations locales.

Ce mépris affiché et assumé à l'encontre des agents nous donne l'ambiance dans laquelle notre Directeur tient à mener sa réforme.

Visiblement vous ne la subissez pas, vous en êtes un acteur majeur.

Voilà pourquoi Darmanin et Parent ont tant fait pour imposer l'affectation au département, dite en local « tout emploi ».

La CGT a été lucide et a aussitôt expliqué qu'il s'agissait là de faire sauter le verrou des affectations à la RAN pour permettre les restructurations et la mobilité forcée.

Vous refusez de communiquer le volume pluri-annuel des suppressions d'emplois pour le département. Nous exigeons d'en avoir connaissance.

C'est vrai que cela fera tache sur votre « bâtir un nouveau réseau », car il est évident que ces deux facteurs seront déterminants pour industrialiser les missions.

Le terme industrialiser n'est pas une vue de l'esprit de la CGT, cela fait partie des éléments de motivation de cette contre-réforme.

Car là aussi, il sera expliqué aux agents que derrière l'industrialisation, il y a ce nouveau taylorisme que vous appelez « pôle ». Ce sera du travail à la chaîne avec des indicateurs d'efficacité, de qualité et de l'abattage pour justifier sa prime au mérite.

Depuis janvier et la divulgation de la note de la DG « bâtir un nouveau réseau » nous savions dans le détail à quoi nous attendre. Notre Direction a bien répondu à la commande.

Les annonces du 11 juin avaient pour but de frapper les esprits : un bombardement éclair et massif pour susciter l'effroi et la sidération chez tous les agents.

Comme nous ne négocierons jamais la régression sociale, nous la combattons !



Nous restons à votre écoute, n'hésitez pas à nous contacter.

par mail sur cgt.ddfip34@dgfip.finances.gouv.fr
sur notre page facebook [CGT Finances Publiques 34](#)
ou sur notre site local <http://www.dgfip.cgt.fr/34/>

Vos élus en CAPL B CGT FINANCES PUBLIQUES 34